

Articulations

Centre Socialiste d'Éducation Permanente
rue de Charleroi, 47 • 1400 Nivelles
tél.: 067 / 89 08 50 - 067 / 21 94 68
fax: 067 / 21 00 97
Courriel: infos@cesep.be

numéro dix-sept

Mais qu'est-il donc arrivé aux écolos?.....I

Ecolo connaît-il son Tchernobyl?
.....III

36 fragments objectifs et subjectifs
.....VIII

Ecolo dans le piège gouvernemental XI

Refonder l'espérance verte..... XIII

Du vert à tous les étages..... XVII

Ecologie sans Conscience n'est que ruine de l'Ame..... XX

Réalisation Jean Vogel



par Jean Vogel

La débâcle d'ECOLO et d'AGALEV aux élections du 18 mai 2003 est un fait remarquable à plus d'un titre. D'abord par son ampleur. Par rapport aux élections de juin 1999, ECOLO a chuté de 458.658 voix (19,79%) à 208.818 (8,43%), soit une perte de 56% de ses électeurs et AGALEV est passé de 438.931 voix (11,32%) à 161.024 (3,95%), soit une perte de 62% d'électeurs. Dans l'histoire politique de la Belgique, depuis l'instauration du suffrage universel masculin, il n'y a qu'un seul exemple

d'un recul électoral de dimension comparable, celui de REX en 1939 par rapport à son succès de 1936. Mais la débandade des verts est une première historique dans la Belgique d'après la guerre.¹ Quand on sait qu'il y a à peine un an encore, certains responsables d'ECOLO affirmaient leur ambition de devenir à terme un parti réunissant 25% des suffrages, on devine sans peine combien la douche est glacée.

Un second élément aggrave encore le tableau, c'est le fait que la politique du gou-



vernement auquel participaient les verts n'a pas été globalement sanctionnée par les électeurs, contrairement à ce qui s'était souvent produit lors de précédentes élections. Au contraire, tant en Flandre qu'en Wallonie, les deux familles politiques qui pesaient réellement dans cette coalition à 6, les socialistes et les libéraux, sortent, qui plus qui moins, renforcées de ces élections. Constater cela ne signifie nullement que le bilan du gouvernement Verhofstadt n'est pas un des facteurs de la défaite des Verts. C'est le contraire qui est probable pour une partie, sans doute importante, de leurs électeurs déçus de 1999, alors que l'électorat socialiste ou libéral n'a pas eu la même perception négative des résultats de l'action gouvernementale ou, en tout cas, ne l'a pas manifestée au moment du vote.

De nombreux commentateurs ont fait remarqué qu'ECOLO avait vraisemblablement perdu sur deux tableaux à la fois. La frange critique, radicale, frondeuse de ses électeurs s'est trouvé déçue par son incapacité de marquer un tant soit peu sensiblement de son empreinte le programme et l'action du gouvernement, sans parler du démenti apporté à sa prétention de « faire la politique autrement ». Et sur l'autre bord, ceux qui avaient aspiré à voir ECOLO enfin

investir ses idées et son énergie dans une participation constructive à l'exercice du pouvoir, au lieu de les « gaspiller » dans l'opposition, ont été refroidis par de nombreux récits qui circulaient sur le manque de sérieux et de rigueur, le dilettantisme et l'improvisation dans le traitement des dossiers, et les calculs à la petite semaine de ses ministres et mandataires – récits qui n'étaient sans doute pas tous l'expression de rumeurs malveillantes...

D'autres questions, plus fondamentales, devraient encore être soulevées, notamment celles qui touchent à la culture politique et à l'image véhiculée par les verts en tant que parti. Nous ne parlons pas ici de l'image médiatique, mais de la représentation qu'un courant politique a de lui-même et donne aux autres. On peut par exemple se demander si, en dépit de sa volonté d'échapper à la logique de la polarisation, ECOLO n'apparaît pas, d'un point de vue sociologique, comme l'expression d'une couche relativement restreinte de la population (ce qu'on a appelé parfois la « nouvelle petite-bourgeoisie socio-culturelle ») et comme si ses tentatives de s'adresser à d'autres catégories ne semblaient pas de ce fait assez artificielles.

Ce qui arrive aux verts ne concerne pas que leurs militants. Nous ne sommes pas sans savoir

que parmi les lecteurs de « Secouez-vous les idées » beaucoup ont souvent manifesté de l'intérêt et de la sympathie pour ECOLO. C'est pourquoi nous avons, dans l'urgence, rassemblé les pièces de ce dossier, conçu comme une modeste contribution à un nécessaire débat. Denis Desbonnet présente une mise en perspective à la fois fouillée et sans complaisance du résultat des élections, qui traduit bien semble-t-il les sentiments de beaucoup de « déçus d'ECOLO ». Jacques Bauduin, qui fut membre du secrétariat fédéral d'ECOLO de 1999 à 2002, a bien voulu nous confier la primeur de réflexions où il s'efforce aussi de dégager une voie pour l'avenir. Notre ami Claude Semal avait pris part à la campagne électorale de 1999 comme candidat indépendant sur la liste d'ECOLO au Sénat. Il avait rapidement ensuite pris ses distances et fait part de ses critiques dans un article publié dans son bulletin *Le chien écrasé* que nous reproduisons tel quel. L'échec cinglant des Verts français aux élections de 2002, après cinq ans de participation au gouvernement de la gauche plurielle, a également déclenché l'ouverture d'un débat dans leurs rangs. Bien que les situations ne soient pas exactement comparables, il nous a paru utile de présenter une contribution d'Alain Lipietz dont certaines réflexions ont une portée qui dépasse le cas de la France. Enfin, et pour dépasser l'actualité immédiate, nous présentons deux textes consacrés à des questions de principe apportées par l'écoologie politique : un point de vue de Paul Castella sur la critique de la notion de « développement durable » qui est au cœur du projet vert, et une interrogation du même Alain Lipietz sur le caractère d'une éthique de l'action.

¹ Aussi important qu'il ait été, le recul du Parti communiste, passant de 12,69% au moment de son apogée aux élections de 1946 à 7,49% en 1949 n'était pas d'ampleur comparable. Il s'était en outre produit dans le contexte dramatique du déchaînement de la guerre froide et de l'exclusion du PC du jeu politique par tous les autres partis.

Ecolo connaît-il son Tchernobyl ?

Par Denis Desbonnet*

L'article de Denis Desbonnet contient un certain nombre de polémiques *ad hominem*. « Articulations », qui privilégie le débat d'idées, a pour règle générale d'éviter de s'en prendre aux personnes.

Nous avons donc proposé à l'auteur d'alléger son texte de toutes les « pointes » qui ne paraissaient pas indispensables à sa démonstration. Après réflexion, il s'y est refusé en nous écrivant : « Je ne nie pas que mon article est en effet assez polémique. Mais, outre que je pense avoir évité les mauvais procès, d'intention ou de mauvaise foi, et qu'il reste tout entier sur le plan de l'analyse fouillée et documentée, j'estime que c'est le prix et le gage d'un vrai débat. De surcroît je ne suis pas plus dur, ni dans le fond, ni dans la forme, que nombre de commentateurs ... ou d'acteurs, y compris et d'abord au sein d'ECOLO. Les attaques « *ad hominem* » auxquelles on m'accuse de me livrer ne sont que le corollaire inévitable de la critique politique – certes « personnalisée », comment faire autrement ? – de l'attitude des Ecolos au pouvoir. Ceux-ci ne sont pas des entités abstraites et désincarnées, que je sache ? »

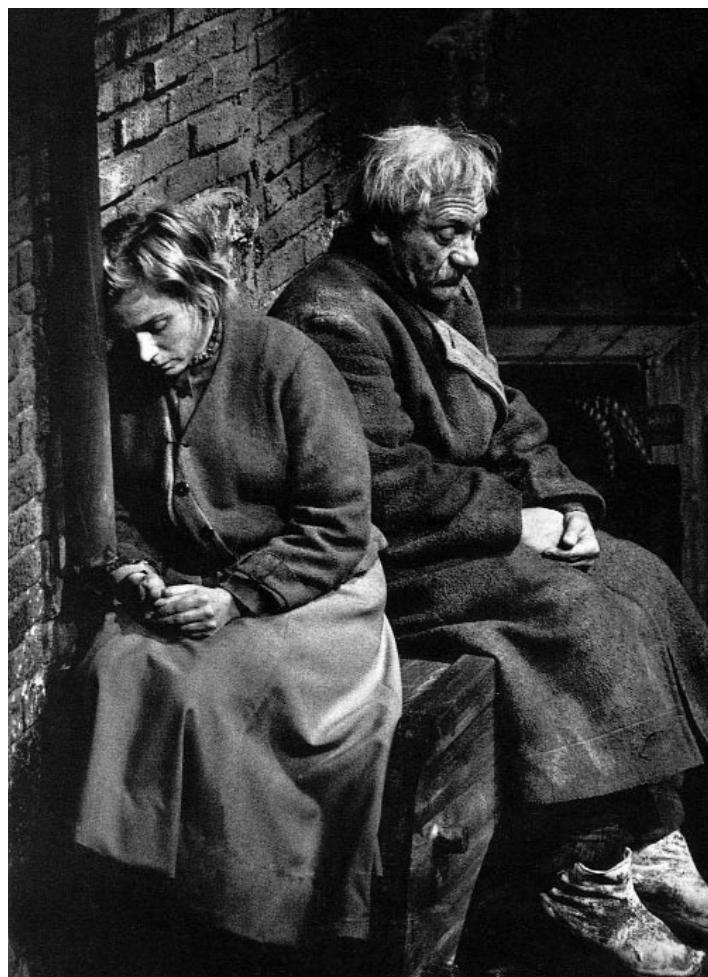
Bien que nous ne partagions pas ce point de vue, nous publions néanmoins cet article tel quel, comme une contribution parmi d'autres à un débat nécessaire.

Il y a quatre ans, les Verts, sudistes comme nordistes, étaient portés triomphalement au pouvoir. Vainqueurs incontestés des élections, ils étaient crédités d'être la force politique alternative par excellence et le relais du puissant « mouvement citoyen » issu de la Marche Blanche, dont ils incarnaient tous les espoirs de changement. Aujourd'hui, ils enregistrent leur échec le plus cuisant depuis leur percée il y a deux décennies, et on s'interroge ouvertement jusque dans leurs rangs sur leur avenir et même sur leur survie, surtout en Flandre. Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les enseignements et les perspectives que l'on peut tirer à chaud de ce renversement de tendance ? Premier essai d'analyse...

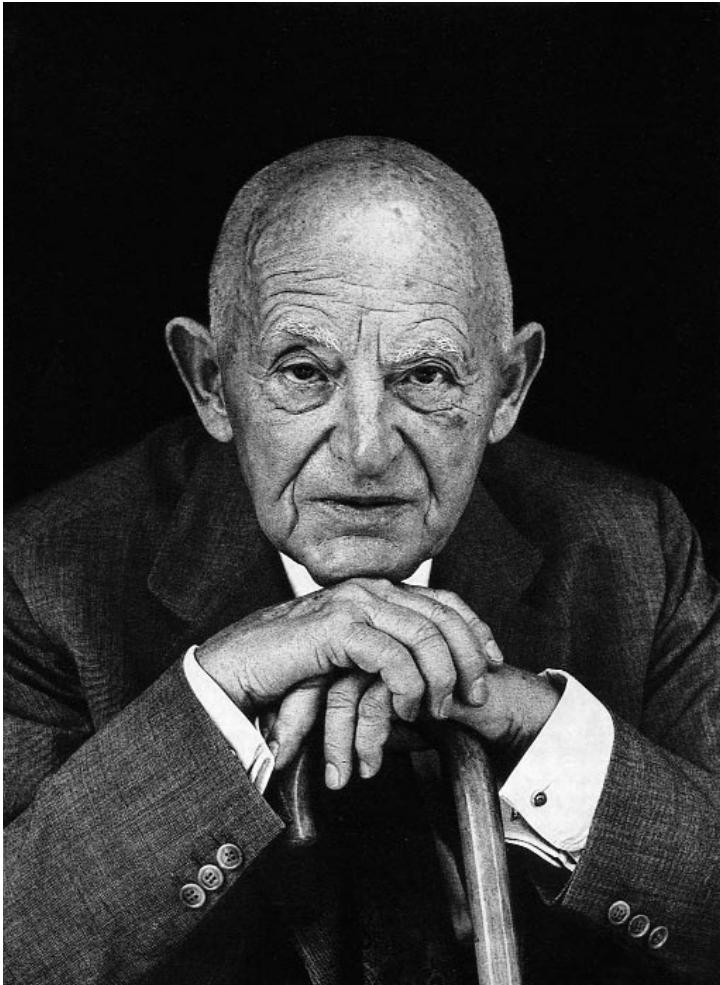
Des déculottades à la culottée...

Nous n'allons pas rappeler en détail ici ce que la plupart des commentateurs ont longuement souligné quant aux étapes et aux raisons de la défaite Ecolo et Agalev. A savoir que, entre erreurs tactiques (la sous-estimation de l'irrationnel en politique, illustré par l'épisode du « sacrilège » commis envers le Grand Prix de Francorchamps) et renoncements, voire capitulations en rase campagne, les Ecolos n'ont jamais fait le poids face aux poids lourds et aux vieux routiers de leurs partenaires, moins « alliés » que rivaux, de l'Arc-en-ciel.

Il suffit d'énumérer les humiliations successives et les couleuvres qu'ils ont été contraints d'avaler pour prendre la mesure de ce bilan : des mitrailleuses népalaises aux remous autour de l'Agence pour la sécurité alimentaire, jusqu'aux vols de nuits, en passant par les éoliennes en mer



du Nord... leur chemin de croix a été jalonné d'affronts et de reculades, sans un réel succès décisif à mettre à leur actif. Et cela, sans même parler de sujets dont il était d'emblée clair qu'il refusaient d'en faire des questions gouvernementales, aussi graves soient-ils, tels la honteuse déportation des Tziganes ou le maintien des Centres Fermés pour réfugiés, tous deux posés dès leur entrée dans la majorité.



Fin 1999, Claude Semal, leur compagnon de route électoral, les avaient déjà placés devant leurs contradictions - et leurs responsabilités -, notamment à propos de ces deux thèmes brûlants, et leur avaient prédit un désastre s'ils s'entêtaient dans une participation en forme de traquenard. Analyse prémonitoire hélas confirmée sur toute la ligne...

Un autre constat sans appel pour eux est que cette série d'incidents leur a offert à maintes

reprises des occasions rêvées de rompre la tête haute avec un gouvernement où ils étaient traités en quantité négligeable et ne parvenaient pas à imprimer d'infléchissement sérieux à sa politique de centre (très) droit. Des occasions de sortie pourtant autrement plus crédibles et profitables que leur ultime et dérisoire sursaut, jugé et sanctionné par les électeurs pour ce qu'il était: une bien tardive tentative de tirer leur épingle du jeu. Trop peu, trop tard: les électeurs n'ont pas été dupes et une fois de plus, le soupçon de manœuvre politicienne a anéanti le profit qu'ils espéraient retirer de cette douteuse gesticulation.

Et sous l'angle de leur détermination, là encore, le bilan est affligeant. A chacune des crises qui les ont opposés à leurs partenaires, c'est à dire le plus souvent au VLD et à Verhofstadt himself, ils se sont fait «prendre la main» et retirer le dossier controversé, le «Premier», plus arrogant que jamais, les renvoyant sans ménagement dans la cour des petits. Isabelle Durant collectionnant ces épisodes peu glorieux, du séisme de la Sabena à la restructuration de la SNCB (et de l'héritage du gouffre ABX, fief semi-privatisé d'un Etienne Schouuppe qu'elle a étrangement ménagé), sans oublier évidemment les fameux vols de nuit...

Courage, fuyons !

Quant à Olivier Deleuze, son théâtral retrait au lendemain de la débâcle est encore plus éloquent. Prenant des airs de vieux sage, son discours a quelque chose de surréaliste. L'entendre dispenser les bons et (surtout) mauvais points, en affectant l'autocritique et la fausse humilité, pour mieux démolir allègrement tout ce qu'il avait jusque-là défendu et pratiqué, est vraiment trop drôle. Ce partisan de la première heure de l'entrée au gouvernement veut sans doute se donner ainsi à bon compte une stature d'«Homme d'Etat», mais c'est un peu court pour se dédouanner de son rôle dans ce naufrage.

A l'écouter, les Ecolo ont eu «tout faux», mais bien entendu, cet éreintement ne concerne que

la manière. Selon le refrain bien connu de l'ensemble des partis en cas de défaite et de désaveu de l'électeur, le problème se résumerait pour l'essentiel à un «déficit de communication», «d'image» et de «lisibilité»... et de «leadership» (sur le mode du «il nous faut un chef»!). Le fond de leur politique et de leur action étant bien entendu, lui, «globalement positif».

Ce pseudo testament est livré à la postérité (et à ses ex-compagnons, bonjour le cadeau empoisonné) à la veille de son départ pour de hautes fonctions au sein d'une institution internationale, programmé de longue date - ce qui ne l'a pas empêché de se présenter aux suffrages, qui plus est en tête de liste... pour s'empresser ensuite de quitter le navire (d'autant plus volontiers que celui-ci prend eau de toute part). Soit exactement le genre de procédé de «chaise musicale» traditionnellement vilipendé par les Ecologistes, quand ils prétendaient encore incarner une autre façon de faire la politique.

Une dérobade qui n'étonnera d'ailleurs que ceux qui ignorent ou ont oublié que, dans les années 80 déjà, il s'était semblablement retiré sous sa tente (plus exactement celle de Greenpeace), au terme d'un premier mandat à la Chambre. La véritable raison de ce précédent étant, non les raisons politiques et honorables qu'il avait alors prétextées, mais le fait qu'il refusait de se plier à la discipline démocratique de son parti, interdisant à l'époque à ses mandataires de rempiler... C'est après ce divorce peu amiable et quelques années sabbatiques qu'il revint au parti sans trop se faire prier, lorsque celui-ci le sollicita à nouveau comme locomotive à voix.

Redevenu un des ténors d'Ecolo et un des plus âpres défenseurs de la participation au pouvoir, même avec la droite, il s'y est surtout illustré par sa défense résolue et sans remords de l'intervention de l'Otan au Kosovo (on se souvient de son plaidoyer «pacifistobelligeriste» enflammé à la tribune du Parlement), puis, une fois Secrétaire d'Etat à l'Energie, par

une approche ultra-pragmatique et modérée, appelant par exemple à ne pas ostraciser les Etats-Unis après leur dénonciation du Protocole de Kyoto, quitte à accepter un accord international au rabais, le tout au nom du « moindre mal » (air connu).

Son unique cocorico étant d'avoir « arraché » la « fin du nucléaire »... une fois cette filière entièrement amortie, soit le démantèlement des centrales au terme de leur vie ! Singulier bulletin de victoire, qui contraste avec la revendication d'arrêt immédiat des centrales portée il y a bientôt 30 ans par le mouvement écologiste des débuts. Présenter aujourd'hui cette sortie programmée du nucléaire (planifiée par les holdings de l'énergie eux-mêmes) comme un grand succès permet de mesurer le chemin parcouru depuis cette époque héroïque... et la dérisio[n] d'un tel titre de gloire.

Eoliennes et girouettes

Du côté flamand, le palmarès n'est guère plus brillant: du conflit « népalais » à la nouvelle mini-crise alimentaire, en passant par les éoliennes maritimes, Agalev a également déçu ceux qui voyaient en lui l'avènement d'une véritable nouvelle culture politique. Ratant même leur (fausse) sortie, après la valse-hésitation de Magda Alvoet, ils ont achevé de discréditer leur famille politique, confortant son image d'indécision et d'amateurisme.

Sabena, Cokerill... les Ecolos, « spectateurs dégagés » ?

C'est, en paraphrasant Raymond Aron, ce qu'on pourrait penser d'eux, à la lecture de leur attitude face aux événements qui ont ébranlé le monde économique et social belge au cours de cette législature. S'il serait tout à fait injuste et ridicule de leur imputer le cataclysme qui a englouti la Sabena, résultat de l'impéritie des gouvernements successifs au cours des quatre dernières décennies, et même si Isabelle Durant n'avait pas les compétences clés pour peser effectivement dans cette catastrophe, il n'en reste pas moins que

sa tutelle indirecte lui aurait permis de faire entendre sa voix autrement que sur le mode ultra-mineur et discret qui fut le sien.

Pas plus que dans les autres dossiers chauds, Isabelle n'est vraiment sortie « du rang », et elle y est rentrée dès que le maître d'école a sifflé la fin de la récréation. Il est vrai que pour qu'elle fasse preuve d'un peu plus de présence et d'énergie, encore eût-il fallu que son parti en *tant que tel* adopte une position moins attentiste et fataliste, un aspect sur lequel nous revenons plus loin.

Idem pour le sabordage de la sidérurgie à Liège par ses patrons d'Arcelor, appellés (et salués) naguère en sauveurs au chevet de Cockerill par nos gouvernants: là encore, les Ecolos se sont pour l'essentiel tus dans toutes les langues, cédant au défaitisme ambiant dans l'ensemble de la classe politique, au-delà des quelques déclarations d'intentions et autres rodomontades sans lendemain à la Serge Kubla.

De « l'opposition constructive » à la participation (auto)destructrice

Car au-delà de ces péripéties et des piétres performances de ses éminences ministérielles, c'est en effet Ecolo et Agalev dans leur ensemble, comme force politique, qui présentent un bilan pour le moins peu convaincant.

Et tout d'abord, à ce propos, il convient de couper les ailes à un canard (boiteux): celui de leur prétendue « jeunesse » et « inexpérience » (voire « immaturité » pour les commentateurs plus malveillants), avancée comme explication, tant par leurs adversaires de l'opposition et de la majorité pour les disqualifier, que (un comble !) par nombre de responsables de ces partis eux-mêmes en guise d'excuse.

Outre qu'un tel aveu d'impuissance et de faiblesse laisse songeur, l'alibi est ici un peu grossier. Après plus de vingt ans d'existence et plus d'une décennie d'expérience politique au pouvoir, aux niveaux communal et communautaire, de Liège (la première d'entre elle, remontant à une vingtaine

d'années) à Anvers en passant par Bruxelles-Ville, l'argument est légèrement éventé !

De plus, cette pitoyable « circonstance atténuante » contraste avec le discours exactement inverse martelé par les Ecolos en 1999, mettant au contraire pesamment l'accent sur leur « sens des responsabilités » et « de l'Etat »; bref, répétant à l'envi et à qui voulait l'entendre (c-à-d aux socialistes et aux libéraux) qu'ils « avaient changé », étaient à présent sortis de leur crise d'adolescence et mûrs désormais pour l'exercice du pouvoir. Un pouvoir qu'ils ne cachaien[t] pas briguer en piaffant d'impatience après quinze ans d'antichambre.

Une mue déjà largement entamée depuis des années, les « réalos » ayant depuis belle lurette triomphé des radicaux (taxés de « fundis »), tant de gauche que simplement écologistes conséquents et intransigeants – quand on pense que même un Paul Lannoye, peu suspect d'extrémisme, mais refusant de brader ses convictions environnementales, a été mis sur la touche par les « participationnistes » à tout crin, cela en dit long sur la profondeur de cette courbe rentrante.

Celle-ci avait même fait l'objet d'essais (c'est le mot) de « théorisat[i]on », dont témoignent par exemple « Le Grand chantier », ouvrage de réflexion de quelques ténors verts du Sud et du Nord, et « Confrontations », annonçant et amorçant les actuelles « convergences de gauche » avec le PS, tous deux parus chez Luc Pire il y a déjà bientôt dix ans...

On y lisait notamment un vibrant « plaidoyer pour les mains sales » de José Daras, maître à penser de ce tournant « pragmatique » (et, accessoirement, de son poulailler Jacky Morael, étoile montante de cette tendance au sein du parti) appelant à abandonner l'opposition « stérile » pour assumer sans complexes la participation au pouvoir et la gestion du système, fût-ce au sein d'une coalition avec la droite et sur un programme d'austérité relative.

Ou encore, une contribution de Mieke Vogels, dans laquelle celle-ci lançait une véritable « O.P.A. sur

l'associatif», décrétant de façon péremptoire que les Verts étaient le relais tout trouvé et le passage obligé du secteur non marchand, que cela plaise ou non à ce dernier, lequel devait sortir de sa neutralité bienveillante pour s'aligner sur un soutien sans faille à ses représentants «naturels» (si l'on ose dire).

Certes, cette dérive accélérée ne s'est pas faite sans mal ni sans résistance(s), de nombreuses voix s'élevant dans un parti encore assez démocratique et vivant pour susciter une opposition aux sirènes participationnistes sans état d'âme. Mais même la nonélection de l'équipe chaperonnée par Morael et l'élection d'un secrétariat marqué comme plus critique n'a pu enrayer fondamentalement cette évolution fatale⁽¹⁾.

La rude loi de la (co)gestion et ses fruits amers

Durant toute la dernière législature, c'est bien le même profil que les représentants Ecolo (et Agalev) ont arboré. Une illustration caricaturale en a été donnée par Isabelle Durant, dans un interview du «Soir», faisant le bilan de son parti et de son action propre, à quelques encablures des élections.

Face à un plaidoyer pro domo assez technocratique et peu convaincant, les journalistes lui ont finalement demandé de façon quelque peu provocatrice quel était le point de son passage aux affaires qu'elle mettrait le plus à son actif. Sa réponse, tenant en quelques mots, valait à elle seule un traité de politologie sur l'écoologie politique à l'épreuve du pouvoir, en substance: «nous avons prouvé que nous étions de vrais et de bons gestionnaires». On imagine à qui ce message était adressé: bien plus aux partis traditionnels qu'à l'électorat d'Ecolo l'ayant massivement choisi pour qu'il applique sa fameuse «autre manière»... Un autosatisfecit qui sonne de façon particulièrement ironique aujourd'hui.

Car non seulement les rivaux gouvernementaux d'Ecolo l'ont au contraire présenté comme peu fiable, voire peu loyal, versatile,

incohérent, incapable de maîtriser ses troupes indociles... voire comme un parti de démagogues au double discours - majoritaire au gouvernement, oppositionnel dans ses rangs - , bref, comme des partenaires peu sérieux et velléitaires; mais qui plus est, c'est largement aussi comme cela qu'il est

qu'ils n'avaient pas beaucoup d'autre choix, après la vague verte de 99. (rappelons les déclarations initiales de défiance explicite de Louis Michel et de Verhofstadt, réitérées durant la dernière campagne - un Philippe Moureaux n'étant pas non plus en reste de petites phrases assassines).

Droit de vote et droit d'asile : à brader ses principes, on ne perd pas seulement son âme, mais même les élections

S'il est bien un thème sur lequel on attendait Ecolo et Agalev au tournant, c'est celui de la défense inconditionnelle du droit des immigrés et des réfugiés. Las! Des palinodies libérales autour du droit de vote de nos concitoyens d'origine extra-européenne, que les Verts n'ont pourtant pas jugé valoir une messe ni une démission, au scandale permanent de la politique d'asile et plus particulièrement des Centres Fermés, Ecolo et Agalev ont chaque fois privilégié leur survie au gouvernement, au nom de la politique du moindre pire. Comme le disait Claude Semal voici quatre ans déjà: si même sur un point aussi essentiel, les Ecolos n'ont rien obtenu, franchement, qu'allaitent-ils faire dans cette galère?

apparu aux yeux de beaucoup d'électeurs, y compris parmi ceux qui lui avaient fait confiance pour impulser un réel changement de cap, et pas seulement de «style». Le «nouveau ton» soi-disant «transparent» et «ouvert» de l'Arc-en-ciel, doux euphémisme pour la foire d'empoigne entre ses diverses couleurs, dont les Ecolos sont sortis la plupart du temps défaits, n'a pas suffi à combler ce vide ni à convaincre la population.

Cela dit, il faut rester de bon compte. Il est incontestable que sur toute une série de questions et de dossiers sensibles, les autres partis de la coalition ne lui ont fait aucun cadeau, multipliant les chausse-trappes et les peaux de bananes. Mais, une fois encore, qu'espéraient les Ecolos? Si les partis traditionnels les ont «coopérés» au gouvernement, c'était à leur corps défendant et parce

Et au final, les libéraux et les socialistes ont été trop contents de mouiller ces sempiternels donneurs de leçons et récolteurs de voix mécontentes, en leur confiant des départements particulièrement difficiles.

Alternative : terminus, tout le monde descend.

Cinquième roue du char gouvernemental, Ecolo et Agalev ont donc tôt fait de perdre l'immense crédit gagné dans l'opposition, depuis le mouvement de lutte des enseignants (qui demandait sur ses calicots «Pour qui voter?», en lorgnant vers les Verts), jusqu'à la crise de la dioxine, en passant par la marche Blanche. Significativement, celui qui incarna au sein de la Commission Dutroux cette lune de miel entre l'opinion et Ecolo, Vincent Decroly, fut d'ailleurs rapidement muselé et en tira les

conclusions qui s'imposaient...

Tout ce capital de sympathie et d'espoir accumulé au fil des ans a été ainsi dilapidé au fil de leur première participation gouvernementale. Ratant une occasion historique, ils se sont tragiquement avérés incapables de transformer leur essai, alors qu'ils s'étaient eux-mêmes présentés comme « l'Alternative » et le relais du puissant « mouvement citoyen » de la dernière décennie, censés incarner un nouvel agenda politique devant rompre avec la vingtaine d'années de politique antisociale d'inspiration néo-libérale, d'affaiblissement et de scandales.

Pas de quoi pavoiser (surtout à gauche)

Paradoxalement, si les Ecolos paient le prix fort, les grands gagnants de ce jeu de dupes sont ceux qu'ils escomptaient déloger de leur monopole, à savoir les libéraux et les socialistes. C'est avec leur complicité que le PRL, enflé en MR par ses succès électoraux et le phagocytage du FDF et du MCC, et le PS, opérant sa X^{ème} opération d'« ouverture » et relooké en « parti socialiste le plus à gauche de toute l'Europe » (*dixit Claude Demelenne*), sous l'impulsion d'un Elio Di Rupo, ex-blairiste reconvertis à l'altermondialisme bien tempéré, ont pu se refaire une virginité et une légitimité « progressiste », rivalisant d'« éthique » et de « citoyenneté » dans leurs discours aux accents « sociaux » - nonobstant leur responsabilité écrasante dans les drames de la Sabena et de la sidérurgie (et ceux qui se préparent à la SNCB et à la Poste).

Dans un dernier effort désespéré pour éviter les conséquences de sa stratégie suicidaire, Ecolo a bien tenté in extremis de se joindre à la « convergence des gauches », puisque désormais il revendique cette étiquette qu'il a longtemps refusée comme « dépassée ». Mais l'alliance proposée par le PS a tout du baiser de la femme araignée ou de l'étreinte du boa constrictor. Là encore, rien de neuf sous le soleil: c'est déjà le sort qu'ont subi les régionalistes wallons, autrefois également conviés

à une « union » qui n'a été fertile que pour le « prétendant » le plus vorace. Tout comme, autre analogie souvent faite par les analystes, le plumage du PCF par le PS, dirigé de main de maître par un Mitterrand ayant compris tout le profit qu'il pouvait retirer d'un tel marché de dupes.

Loin d'avoir brisé la « polarisation » gauche-droite, l'action des Ecolos se solde au contraire par un renforcement des deux grandes familles classiques, d'ailleurs d'accord sur l'essentiel en matière socio-économique, l'alternative qu'ils promettaient restant plus en panne que jamais...

Pour ne rien dire de l'extrême-droite, poursuivant sa résistible ascension, à la faveur d'une politique qui profite toujours plus aux nantis. Et qui, seul challenger face au mécontentement croissant dont témoignent les mouvements sociaux et l'abstentionnisme record, jouit désormais du quasi monopole oppositionnel (si l'on excepte un PSC-CDH qui n'a toujours pas retrouvé ses marques après son renvoi aux vestiaires et trépigne d'impatience de remonter sur le terrain, et un CVP-CD&V sans cesse plus flamboyant, droitier et aimanté par le Blok).

Sans doute ce triste tableau est-il effectivement la rançon de l'extraordinaire naïveté et immaturité dont Ecolo a fait preuve. Mais, répétons-le, en politique encore moins qu'ailleurs, cela n'est pas une excuse et ne (se) pardonne pas. Et, surtout, il n'y a pas lieu de se réjouir, tant il est peu probable que cette crise favorise le développement d'une véritable alternative progressiste, du moins à court terme. Comme je l'ai déjà dit, à gauche, c'est actuellement le PS et le SPA « modernistes » qui tirent la couverture à eux... pour mieux se poser en partenaires de libéraux également survoltés par leur victoire.

« Alternance » ou alternative

Et quant à Ecolo lui-même, au-delà des temps très difficiles et des règlements de compte qu'il connaîtra inévitablement, dont on voit déjà les premières manifesta-

tions, il reste à espérer, selon la formule sentencieuse d'Olivier Deleuze, que cette défaite lui soit « salutaire » (mais sûrement pas dans le sens où ce dernier l'entend).

S'il est clair que, du point de vue programmatique et des pratiques politiques, il n'est plus (si tant est qu'il l'ait jamais été) un parti « différent », mais le dernier avatar de la politique traditionnelle, il garde encore certaines spécificités intéressantes, notamment sous l'angle de son organisation et de sa vie interne, plus démocratiques qu'ailleurs, offrant un contrôle relatif de la base des militants.

Mais, même sous cet angle, l'optimisme n'est pas de mise: c'est en effet un des aspects les plus contestés par les tenants de la « refondation » (voire de la dissolution pure et simple au sein d'un cartel plus « large », option ouvertement évoquée chez Agalev), appelant à l'abandon de structures jugées inefficaces et trop « idéologiques », le tout au nom de la nécessaire adaptation pour la survie dans le monde de la (real)politique. Telle est en tout cas la leçon de maint(e)s baron(ne)s du parti. Et l'on entend jusqu'ici très peu de voix discordantes dans ce concert « convergent ».

Peut-être une opposition de gauche émergera-t-elle toutefois de ses rangs, tirant les enseignements de ce désastre, mais cela ne se fera sans doute pas sans révisions « déchirantes », y compris au prix de schismes et de recomposition de la famille écologiste, autour des partisans d'une manière de faire *une autre* politique. Et non de l'actuelle « autre manière de faire la même politique », pour reprendre une plaisante formule qui résume parfaitement sa vraie trajectoire. L'avenir nous le dira...

* Journaliste

(1) Il est piquant de constater que, de sa retraite forcée en réserve de la République, le même Morael ne se priva pas de dénoncer la pusillanimité et le manque de combativité au gouvernement de ceux-là même qui, naguère, lui reprochaient son participationnisme aigu. Et de souligner avec ironie que, lui, n'aurait pas été aussi loin dans la voie des compromis(sions).

ET DÉMAIS ?

36 fragments subjectifs et objectifs

par Jacques Bauduin

31.05.03.

Merci de ne pas s'arrêter à la sécheresse de ces notes. Elles sont une contribution fragmentaire d'un membre d'ECOLO à la nouvelle intelligence collective que ce parti doit construire après le désastre du 18 mai 2003.

1. Ce qui s'est passé dimanche, c'est plus grave qu'une perte de crédibilité: c'est un effondrement de la croyance de la plupart de ceux et de celles qui s'étaient mis à croire en ECOLO en 99. Par delà notre existence et notre réalité, qui continue de vivre, que nous continuerons à faire vivre et à faire revivre, c'est la bulle qu'ECOLO avait construite dans la 2^e moitié des années 90 qui s'est effondrée. Nous devons reconstruire dans un champ de ruines. Mais nous ne sommes pas détruits et il nous reste des atouts.

2. Un lent désamour, longtemps masqué par les sondages, s'est cristallisé au moment de Francorchamps. Puis une glissade savonneuse s'est produite et, avec le coup de poker foireux de la sortie du gouvernement joué à l'initiative d'Olivier Deleuze et d'Isabelle Durant, le plongeon dramatique a été irrésistible.

3. Tout au long de ces quatre années, nous avons joué avec notre bonheur, nous avons dilapidé nos cartes. Quatre années de comportement chaotique, de divisions internes, de dysfonctionnements ont préparé le terrain de la défaite.

4. Cessons de dire que nous avons un bon bilan au fédéral. Isabelle Durant, Olivier Deleuze, leurs collaborateurs n'ont pas ménagé leur peine. Ils ont, nous avons beaucoup travaillé. Mais aux yeux des électeurs et des électrices, nous n'avons pas fait la démonstration de notre utilité au gouvernement fédéral. Nous ne sommes pas tombés que sur des

points « périphériques ». Nous ne sommes pas tombés parce que les convergences nous ont empêchés de rester les « combattants de l'arc-en-ciel » (*dixit* Deleuze). Cela faisait des mois que nous apparaissions comme ceux qu'on ne respectait pas, ceux qui ne pouvaient brandir fièrement leur bilan mobilité, ceux dont la sortie du nucléaire n'avait pas convaincu. Francorchamps et le reste n'ont été que des points de cristallisation – certes décisifs – sur fond de lent désamour. Pas possible non plus de nier le décrochage des enseignants, rebutés par le réformisme à la hussarde. Un point de fixation ne cristallise et ne devient un symbole négatif que si le sol est en train de se dérober.

5. Les convergences à gauche nous ont-elles mis dans l'ombre et sont-elles venues aggraver la dynamique centrale de l'échec? Certes elles avaient un certain coût électoral, d'autant que nous avions perdu la main le 1^{er} mai 2002 (cf. mon article dans le n°26 de la revue *Politique d'octobre* 2002). Mais ce ne sont pas les convergences qui nous ont conduit à la catastrophe. Elles se sont surajoutées à ce que l'action d'ECOLO avait elle-même détruit.

D'autant que la polyarchie dirigeante d'ECOLO, profondément divisée sur la question, n'a pas joué le jeu des convergences. Alors que nous devions mettre en œuvre cette stratégie de façon dynamique et conflictuelle et porter leurs enjeux et notre plus dans la société.

7. Au lieu de nous engager dans une campagne de terrain sur

les grands enjeux de la période, au lieu de tenter de créer une dynamique « win win », au lieu d'essayer de politiser la société sur ECOLO meilleur défenseur des enjeux portés par les convergences, de prendre le PS au jeu du « chiche », de faire comprendre à notre électorat de gauche qu'ECOLO était aussi le vote utile à gauche, au lieu d'essayer d'impliquer les grandes organisations sociales dans une dynamique anti-MR, au lieu de mettre en avant positivement nos spécificités, au lieu de faire pression sur le cdH et de le placer face à ses contradictions structurelles, nous avons été hésitants, frileux, honteux, passifs. Nous avons réduit les convergences à une opération politicienne, sommes retournés dans notre boutique et les avons quasiment mises au congélateur. Comme d'ailleurs le PS qui n'en demandait sans doute pas plus pour ne pas trop froisser le MR.

8. Ne nous trompons pas de collègue, d'analyse, de bouc émissaire. Les convergences ne nous ont pas « niqués ». Le PS ne nous a pas « niqués ». Nous nous sommes « niqués » tout seul. Ce qui nous a « niqués », c'est, avant tout, de ne pas avoir été bons pendant quatre ans et d'avoir été particulièrement mauvais ces derniers mois et dans la toute dernière ligne droite. Après Francorchamps et la démission du gouvernement, les convergences ne pouvaient plus être comprises que comme un encouragement à voter utile pour un parti sérieux et crédible, à l'image rénovée.

9. L'épreuve contraire: en campant sur son identité, Agalev a tourné le dos à toutes les mains tendues du SPa. Il y a perdu une grosse part de son électorat et risque de perdre une partie de sa base. Il ne s'agissait d'ailleurs pas pour ECOLO de dire oui à un cartel.

10. Nous aurions pu prétendre à un score moyen, en recul sur 99 mais en perte de 2, 3%. Avec Francorchamps (une réaction identitaire crispée et malheureuse à la crainte de se faire bouffer par le PS) et la piteuse sortie du gouvernement, nous avons donné de nous et du développement durable la perception (ô combien injuste!) d'un parti sectaire et d'un projet père Fouettard, doctrinaire, rigide, fossoyeur de l'emploi et de l'économie, voulant priver la population des plaisirs qui lui rendent la vie plus ou moins supportable. Comme au moment des éco-taxes. Tout cela a précipité la noyade finale de la campagne sur fond d'une dynamique négative en cours depuis des mois. ECOLO, sacrément dérangeant, mais sacrément maladroit.

11. Sur la "participopposition", un point pour les philologues, puisque je suis l'auteur de la formule et qu'elle est un des boucs émissaires du désastre. La "participopposition", ça avait peut-être un sens au lendemain de l'AG du 10 juillet 1999 pour tenter de surmonter les divisions entre participationnistes et non-participationnistes. Très vite, sous le nom de « culture du débat », elle est devenue la règle de l'arc-en-ciel. Elle n'a jamais désigné autre chose dans mon esprit qu'un système d'action constitué de l'articulation huilée de la participation gouvernementale, de l'action des parlementaires, du rôle autonome du parti, de ses relations avec les organisations sociales et les associations. Elle n'a jamais signifié le feu vert au bordel et au chaos. Mais c'était avant tout une coquetterie de style et il convient de l'enterrer.

12. Le 18 mai 2003, c'est comme si s'étaient écroulées plus de dix années de stratégie pour faire

d'ECOLO un parti généraliste de taille moyenne jouant un rôle pivot dans la recomposition du paysage politique belge franco-phone. Le 18 mai, c'est l'exception que représentait ECOLO dans le paysage des partis écologistes européens qui s'est effondrée.

13. Une grande partie de nos électeurs de 1999 ont voulu nous sanctionner. Mais, pour une part plus réduite, pas aussi sévement. Certains regrettent déjà une leçon trop forte qui affaiblit les contre-poids à la probable coalition libérale-socialiste. De nombreuses associations se mordent les doigts de nous voir disparaître du gouvernement fédéral.

14. Pour rebondir, il faudra d'abord faire descendre l'écologie politique du ciel des idées et du baratin à portée générale et la faire atterrir dans le concret de la vie et du quotidien de nos concitoyens: emploi, logement, mobilité, nouveaux services publics pour la ville, la formation, l'environnement, etc, etc. Et articuler la prise en compte en amont des défis avec la société telle qu'elle est. Pour embellir l'existence au présent, pour donner de l'espoir et un visage à l'avenir. Pas pour corseter plus encore la population. Sans confondre travail de proximité et boudin compote. En nous appuyant sur notre récente implantation communale et en y étant plus attentifs à les mettre en valeur.

15. Affinons encore le projet écologiste pour qu'il soit à la hauteur des enjeux de la société. Retrouvons une plus grande lucidité sur les rapports de forces, les relations sociales réelles, les nécessaires grandes médiations qui organisent, protègent et donnent plus de capital social aux individus. Malgré nos 1800 pages de programme, nous avons encore beaucoup à faire pour qu'ECOLO soit le parti incarnant le projet émancipateur autrement que sur papier.

16. Nous avons besoin de retrouver une certaine radicalité. Mais constructive. Attention à la crispation fermée, doctrinaire, revancharde, créant entre

nous et des couches successives de publics une addition de ruptures successives. Cette crispation nous condamnerait à n'être plus qu'un particule oppositionnel.

17. ECOLO est au carrefour. 3 options se présentent pour notre parti :

a ECOLO = centre-gauche moderne (style D66), susceptible de faire l'appoint dans toutes les configurations. Soit un "nouveau PSC" ou un autre cdH, l'écologie en plus, disputant au cdH la position du parti centriste d'appoint;

b ECOLO = parti environnementaliste protestataire radical voué durablement à l'opposition et assumant un rôle tribunitien par ailleurs indispensable dans toute démocratie ;

c ECOLO = composante stratégique, mais minoritaire sur le plan politique dans la période qui s'ouvre, d'une nouvelle gauche qui a besoin, pour être majoritaire, de diversité et de deux offres politiques différentes (sans oublier la question de la gauche démocrate-chrétiennne). Et de la présence d'ECOLO pour rester ancrée à gauche : sans l'existence d'ECOLO jamais le PS n'aurait éprouvé le besoin de tenter de se rénover.

18. Nous devons nous inscrire dans ce dernier projet, autour duquel nous devons fédérer les différents publics et sensibilités que nous avions réussi à attirer jusqu'en 1999. L'écologie politique comme composante d'une nouvelle gauche à construire avec la social-démocratie qu'elle pousse à se rénover et ECOLO se présentant, pour se différencier de la gauche classique, comme le parti de la nouvelle gauche proposant les réponses d'aujourd'hui et de demain aux défis du nouveau siècle.

19. Ne nous contentons pas d'un repli sur notre noyau identitaire. Ne nous mûrons pas dans nos certitudes. Ni dans un néo-centrisme écologiste. Un retour au ni-ni serait suicidaire. Nous ne passerons pas de l'ombre à la lumière en revenant sur le posi-

tionnement initié par les *Etats-Généraux de l'Ecologie Politique* à partir de 1996. Pas de waechterisme à la belge francophone, quelle qu'en soit la forme, gouvernementale (a) ou tribunitienne (b).

20. Les finalités du projet de l'écologie politique (la réorientation du techno-productivisme pour faire bref) transcendent celles de la social-démocratie. Quelles que soient les fortunes et les orientations diverses des partis qui l'incarnent, le projet social-démocrate européen reste confronté à ses limites historiques. Il n'y a de sortie de ces limites que dans le social-libéralisme ou l'écologisation des partis sociaux-démocrates.

21. Donc pas de finlandisation et pas de cartellisation avec le PS. Le socialisme wallon doit encore évoluer, le PS bruxellois est bien plus avancé mais son projet ne se confond pas avec le projet écologiste. Fondamentalement, la rénovation du PS reste limitée et attend confirmation. Le cap à gauche imprimé par Elio Di Rupo sera-t-il infléchi par l'affaiblissement de l'aiguillon écologiste ? Les contraintes d'un gouvernement libéral-socialiste ne rendront-elles pas plus perceptibles les écarts entre positionnement politique et gestion des affaires ?

22. Mais n'oublions pas qu'on ne fait pas de la politique en solo, quelle que soit la justesse de notre projet. La question des alliances tactiques sur des dossiers concrets reste d'actualité. Les alliances stratégiques restent inscrites à l'horizon de demain ou d'après-demain.

23. Identifions bien nos adversaires prioritaires : le libéralisme, les libéraux, du nord, du centre, du sud.

24. Poursuivons notre action pour mettre le cdH face à ses contradictions structurelles de parti centriste.

25. Etablissons des relations adultes et pas mythiques de partenariat avec Agalev et prenons acte de la confédéralisation de la vie politique.

26. A l'échelle de la décennie, à moins d'un tremblement de

terre, on peut faire une croix sur le rêve de faire d'ECOLO un candidat au 25%, comme le visait la motion «Horizons», gagnante de peu de l'AG du 10 mars 2002. Stabiliser notre parti à l'étiage de 10, 15% serait déjà très bien. Nous devons intégrer cette nouvelle donne.

27. Et en tirer les conséquences. Cette donnée chiffrée rend impossible la constitution à brève échéance d'un paysage électoral francophone fait d'un triangle équilatéral (aux côtés écologiste, socialiste, libéral). Et académique et mythique le débat sur la tripolarisation du paysage politique. La rhétorique de la tripolarisation fait bon marché du sauvetage du cdH et comme s'il avait déjà disparu. N'ayons pas l'outrecuidance de faire comme si le cdH n'avait pas mieux sauvé les meubles que nous (ô combien !).

28. Vu notre situation, le faux débat de la tripolarisation ne peut actuellement que relever de la coquetterie ou n'avoir comme fonction que servir de paravant au clivage projet écologiste centriste moderne versus projet écologiste ancré à gauche pour préparer les conditions d'une nouvelle gauche majoritaire. Ce n'est pas un hasard si ceux qui, au lendemain du désastre, tentent de lancer ce débat surréaliste sont les adversaires de toujours des convergences à gauche.

29. Battons-nous avec pour objectif prioritaire de retrouver des forces pour mettre sur pied si possible des oliviers en Régions wallonne et bruxelloise et à la Communauté française en 2004.

30. Pas avec le MR devrait être notre positionnement en Wallonie et à Bruxelles pour 2004. Cela implique que nous soyons conséquents avec nous-mêmes : si les conditions de coalitions oliviers ne sont pas réunies, nous n'entrerons pas en 2004 dans des arcs-en-ciel, resterons dans l'opposition et devons le dire dès aujourd'hui. On ne peut pas faire deux fois le coup de 1999 : faire campagne en se présentant comme l'alternative au MR puis monter comme mouche du coche dans un arc-en-ciel.

31. Dans la nouvelle donne politique, ne nous privons pas des outils que nous avons construits. Par ex., les textes des convergences restent des leviers forts pour la dynamique à la fois positive et conflictuelle que nous devons créer avec le PS.

32. Prenons acte des spécificités, des complémentarités, des alliances entre Bruxelles et la Wallonie. Spécifions mieux nos interventions en fonction des réalités socio-politiques différentes de ces deux régions, comme nous le faisons en Communauté germanophone. Le discours, la tactique vis-à-vis du PS ne peuvent être exactement les mêmes en Wallonie, à Bruxelles, dans la Communauté germanophone.

33. Alors émergeront mieux les appuis entre les écologistes de Wallonie et de Bruxelles et leur enjeu commun : comment faire passer un discours de changement, de profondes réformes结构nelles, d'emancipation dans une population majoritairement fragilisée et insécurisée ?

34. Ce n'est pas le moment de n'être pas clair. Comme le roi du conte d'Andersen, ECOLO est nu. Refusons la fausse union sacrée, le tous soudés face à l'extérieur. On en avait besoin la première semaine pour digérer le choc et comme réaction de survie après le traumatisme. Mais l'ambiguité et le consensus mou ne peuvent tenir lieu de ligne politique.

35. Tout cela ne nous fera rebondir que si nous tirons les bonnes leçons de notre désastre, que si nous nous retrouvons au moins majoritairement derrière une orientation stratégique et que si nous dépassons les logiques de clans, de sous-clans et de sous-sous-clans qui ont tellement nui à l'action d'ECOLO ces dernières années.

36. A nous de prouver que si nous sommes groggy, nous ne sommes pas KO. Nous avons peu de temps pour reprendre un peu de forces, la cloche du prochain round va bientôt sonner. Nous devons remonter sur le ring.

Écolo dans le piège gouvernemental

Par Claude Semal
(édito du « Chien Ecrasé »,
novembre 1999)

Vous le savez peut-être : j'ai participé aux dernières élections comme candidat « d'ouverture » et de soutien sur la liste Ecolo du Sénat⁽¹⁾.

J'ai expliqué le sens de cet engagement dans un texte public et je ne regrette pas ce choix. Il correspond à l'idée que je me fais, et de la citoyenneté, et de la recomposition du camp progressiste. Je me suis donc pleinement réjoui du succès électoral des Verts. Je ne partage pas le même enthousiasme, c'est le moins que l'on puisse dire, pour leurs choix post-électoraux.

Dans l'euphorie de la victoire du 13 juin, après un débat très ouvert et très partagé, l'Assemblée générale d'Ecolo décidait en effet, par 400 voix contre 300, « d'aller au gouvernement » à tous les niveaux de pouvoir avec les socialistes et les libéraux⁽²⁾.

Paradoxalement, si l'on avait pu entendre à la tribune de très nombreux arguments contre la participation, l'argumentaire des « participationnistes » pouvait se résumer en une seule phrase : « Il y a là une chance historique à saisir. Les électeurs ne comprendraient pas que nous refusions de prendre nos responsabilités ». Mais c'est quoi, « prendre ses responsabilités », pour un parti progressiste qui a placé l'éthique au centre de sa démarche ?

C'est très curieux. Pour ma part, j'avais croisé des gens de quarante ans qui votaient pour la première fois. « Pour que ça

change ». Des militants associatifs écoeurés par les Centres Fermés. Des électeurs de gauche qui votaient Ecolo pour protester contre le rapprochement entre le PS et le PRL (avec un gouvernement PS-PRL-ECOLO, ils ont dû se sentir cocus pendant le voyage de noces). Je n'avais vu personne brûler d'impatience de voir Isabelle Durant régler la circulation pendant les éclipses solaires, Jean-Marc Nollet inaugurer les écoles primaires ou Olivier Deleuze boire des coups avec Verhofstadt. Nous n'avons pas dû parler aux mêmes électeurs.

J'admetts volontiers que ma méfiance naturelle vis-à-vis du pouvoir ne fait pas de moi un commentateur très impartial (si tout le monde était comme moi, ECOLO serait dans l'opposition pour 10.000 ans). Mais je sais aussi, car les exemples historiques abondent, que si on appelle un parti « protestataire » au pouvoir, c'est toujours pour lui limer les ongles et lui fermer la gueule⁽³⁾.

Il importe donc d'être particulièrement attentif aux conditions dans lesquelles ce pouvoir s'exercera. Or si l'on considère un à un tous ces critères, ils sont tous défavorables aux Verts.

Les partenaires

Je connais des libéraux charmants, et la nomination de Verwilghen à la Justice est une des bonnes nouvelles de ce gouvernement. Mais il ne me viendrait pas à l'esprit de former un gouvernement avec des partis qui, sur les questions essentielles, font des choix politiques diamétralement opposés. Sauf à considérer que la poli-

tique, c'est vraiment raconter n'importe quoi aux gens pendant les campagnes électorales, et faire exactement le contraire dès qu'on arrive au pouvoir. On voit déjà la difficulté de concilier en France, dans un gouvernement progressiste, une Voynet, un Hue et un Jospin. Ajoutez-y un Madelin flamand, un Pasqua wallon et un indépendantiste corse : vous aurez le gouvernement belge. Bonjour la clarté ! Ce « melting-pot » idéologique alimentera nécessairement des remarques désabusées du genre : « Tous les mêmes, même les Verts ». C'est ainsi qu'on nourrit la dépolitisation. Quand on n'ouvre pas un boulevard à l'extrême-droite.

Le rapport de forces

Arithmétiquement parlant, ECOLO n'est nécessaire ni à la Région Wallonne ni à la Communauté Française. Le PS et le PRL pourraient s'en passer. Par contre, AGALEV est indispensable à la Région Flamande. Seul le pacte politique fédéral ECOLO-AGALEV (« On va au gouvernement à deux ou pas du tout ») « garantit » donc la présence d'ECOLO du côté francophone. Cet accord résisterait-il à une crise gouvernementale majeure ? C'est le pari que font les participationnistes. C'est même leur seul véritable atout : bétonner l'accord fédéral avec AGALEV en spéculant sur la volonté de Verhofstadt de maintenir à tout prix le CVP dans l'opposition. Pas impossible. Mais très risqué quand on n'a que cette carte dans son jeu. De toutes façons, la première question à poser devrait être : aller au pouvoir pour faire quoi ?



Le programme

Or tout le monde est d'accord : la couleur bleue domine largement le programme gouvernemental. Avec une petite touche de rouge pour les socialistes (on ne touche pas trop à la Sécu). Et des fleurs sur le béton (pour fêter les 18% d'ECOLO). On y cherche en vain, par contre, la présence des grands thèmes qui ont polarisé la campagne verte (droits des chômeurs, réduction du temps de travail, bruits des aéroports, réforme de la fiscalité, agriculture bio, centres fermés, droit d'asile, sans-papiers...). Même pas une petite mesure symbolique. Le désir d'aller au pouvoir semble visiblement l'avoir emporté sur la volonté de mettre en œuvre son propre programme. Faites vous-mêmes le test avec de la gouache : mélanger beaucoup de bleu, une touche de rouge et une pointe de vert. Vous pourrez poétiquement baptiser cette mixture « arc-en-ciel ». Vous n'aurez jamais fabriqué que du caca d'oie.

Le budget

Quand bien même ce programme eût été plus convaincant, une politique sans budget est presque toujours impuissante. A l'image de Magda Alvoet, épongeant la merde dioxinée de l'industrie agro-alimentaire avec son petit seau, complètement coincée entre la pompe à fric du Boerenbond et la

pompe à directives de l'Europe, sans aucun moyen pour financer l'agriculture alternative. Or le budget fédéral (qui fait 80 milliards de cadeaux aux patrons mais ne dit pas un mot sur la fraude fiscale) est une véritable imposture. Il ne s'équilibre en effet qu'en annonçant 400 milliards de « ventes d'actifs » de l'Etat. Hallucinant : mis à part les 150 milliards de la vente de Belgacom, personne n'a été capable de me dire d'où tombaient ces 250 autres milliards. Verhofstadt les aurait sorti de sa manche au cours des négociations en brandissant furtivement une liste de biens publics. Damned ! « De nouvelles privatisations en vue ? » Un négociateur d'ECOLO m'a assuré du contraire. « Ventes de terrains, d'ambassades... » croit-on vaguement savoir. N'importe quoi. S'il y avait 250 milliards d'actifs inutilisés dans les caisses de l'Etat, depuis le temps, ça se saurait, non ? Sans parler, pour cette année, du coût de la dioxine (un minimum de 25 milliards) et du nouveau « trou » de 1,5 milliards également laissé à la Communauté Française par les précédents locataires (ce qui repose déjà la question de son financement).

Ou comment acheter un chat dans un sac et vendre l'argenterie pour payer le loyer. Ce budget structurellement réac semble donc ne tenir debout que grâce au Père Noël et à la Vierge de Banneux.

Le calendrier

Pour toutes ces raisons, voilà ECOLO et les Verts prisonniers du piège gouvernemental. Le calendrier, en outre, ne leur est pas du tout favorable. Dans un an, ce seront les élections communales. Un an, dans ce contexte, c'est très court pour conduire la moindre réforme. Mais c'est bien assez long pour se déconsidérer auprès de ses électeurs. La tentation sera donc forte, pour leurs partenaires gouvernementaux, de débarquer les Verts avant les communales, après les avoir « mouillés » au gouvernement. ECOLO ne refera pas dix fois de suite le coup du « retenez-moi ou je reste » pakistanaise de Deleuze. Ils sont condamnés à faire la

politique de leurs adversaires, ou à se faire virer au premier clash.

Le grand écart

La direction d'ECOLO est bien sûr consciente du danger. Mais elle a fait le point de la « double commande ». Aux députés de se mobiliser aux côtés de la société civile pour faire entendre la voix du parti. Aux ministres de faire entendre la leur et d'assumer la solidarité gouvernementale. Bref, le beurre et l'argent du beurre. C'est théoriquement très joli. Mais je ne crois pas une minute à ce conte de fées. Je crains plutôt que les militants d'ECOLO apprennent rapidement à mettre la sourdine. A l'image de cet élu bruxellois qui, visitant le 127 bis après une tentative de suicide et une émeute générale, m'a brièvement fait pour seul commentaire : « J'ai trouvé le personnel compétent et bien formé ». Ô, les amis, comme on apprend vite à parler la langue du Pouvoir ! C'est un bon exemple, tiens, les Centres Fermés. Un bon test de la schizophrénie « participationniste ». Car si pour un écologiste, participer au gouvernement Verhofstadt est probablement une connerie, cogérer un qui met des enfants dans des camps, c'est sûrement une infamie. Ce n'est même plus une ligne de démarcation entre la gauche et la droite. C'est une ligne de partage entre un être humain et un salaud. Quel progressiste pourrait-il avaler ça ? Pour fermer les centrales nucléaires, on verra peut-être le résultat au bout de 40 ans. Mais pour faire cesser la honte de ces familles de réfugiés en prison, c'est aujourd'hui qu'il faut fermer les Centres Fermés. Que fait ECOLO, s'il ne fait pas au moins ça ?

1 Comme on me pose souvent la question et que, la presse n'en a pas parlé, je signale une fois pour toutes ici que j'ai fait 12.000 voix de préférence.

2 La Fédération de Bruxelles refusait ensuite, au cours d'un second vote, de participer à l'exécutif de la capitale pour protester contre la place de « sous ministre » qu'on offrait à ECOLO, devenu pourtant le second parti à Bruxelles.

3 Exemple type du « baiser qui tue » entre Mitterrand et le PCF. Seule exception : un mouvement social suffisamment fort pour soutenir « ses » ministres. On en est loin.

Refonder l'espérance verte *

Par Alain Lipietz

I. Faire le pari de l'espoir

Au sortir d'une année électorale qui marque un recul aussi brutal qu'inattendu de l'influence des Verts, les militant(e)s, anciens et nouveaux, s'interrogent. "Cela vaut-il le coup ? Pouvons-nous espérer un jour peser de façon décisive pour sauver la planète, recoudre une société déchirée, réduire la fracture Nord-Sud ?" Deux postures s'affronteront au prochain congrès.

Une attitude pessimiste ou résignée : "C'est la faute aux autres : les électeurs qui ne nous suivent pas au-delà de la peur du risque, la presse qui a mis en avant la délinquance, etc. 4%, ce n'est finalement pas si mal." Si, en effet, notre échec dépend des autres (qui ne seront pas plus bienveillants en 2004, en 2007, etc.), si l'électoralat se fiche de sa santé, de celle de ses enfants, de l'environnement, de la paix dans le monde et dans nos quartiers, nous n'avons d'autre possibilité que nous transformer en annexe "environnementale" de la social-démocratie.

Une attitude résolument optimiste, donc exigeante envers nous-mêmes : "Cet accident de parcours dépend principalement de nous, de nos erreurs et de nos insuffisances. Nous avons donc les moyens de remonter la pente et de

reprendre notre progression. En engageant, tous ensemble, un examen de nos faiblesses tactiques, des comportements qui ont pu choquer ou décevoir nos sympathisants. En nous refondant, politiquement et moralement. Car l'humanité a un besoin vital de réorienter le progrès selon les axes de l'écologie politique, espoir du XXI^e siècle."

Ça dépend de nous, donc nous avons les moyens d'agir !

Rompre avec nos erreurs passées pour reprendre notre progression, voici à quoi invite le présent texte.

II. Qu'est-ce qui a cloché ?

C'est avec une confiance croissante que l'électoralat avait suivi les premiers pas de la "majorité plurielle", et il portait au crédit des Verts les aspects positifs de cette démarche. Même les premières couleuvres n'ont pas été portées à notre débit, comme en témoigne notre progression jusqu'aux Européennes de 1999, et même aux municipales et cantonales de 2001, qui ont marqué le premier coup de semonce contre les dérives "socialo-libérales" du gouvernement. Nous n'avons pas su, dans la seconde moitié de la législature, rompre clairement avec cette dérive. Pire : nous avons donné de nous une image détes-

table pendant la dernière année, incapables de défendre nos propres choix démocratiques après la désignation de notre candidat, certains de nos leaders faisant publiquement chorus avec la campagne d'une partie de la presse et de nos concurrents ; nous avons semblé accorder plus d'importance à la défense de nos places institutionnelles qu'à notre projet. Projet dont nous avons d'ailleurs peiné à exprimer en termes simples les axes fondamentaux, noyés dans une centaine de propositions non-hierarchisées et souvent en décalage avec nos luttes de terrain (majorité à 16 ans, etc.).

Au fond, nous n'avons pas su gérer trois grands problèmes :

Le rapport entre institutions et mouvements sociaux

Nous nous sommes gargarisés de la "conduite des politiques publiques". En fait, la politique écologiste se mène autant, sinon plus, dans les consciences et les mobilisations de terrain que dans la gestion des appareils d'État (au niveau municipal, régional, national, européen). Oui, il faut entrer dans ces appareils pour y réorienter le travail de leurs fonctionnaires, pour fixer les nouvelles "règles du jeu", définir les nouveaux compromis sociaux. Mais cette réorientation ne peut être efficace que si elle cristallise une demande populaire qui se

construit hors des institutions. Elle reste lente, trop lente pour ceux qui sont déjà convaincus, trop arbitraire et "bureaucratique" pour ceux qui ne le sont pas. Et elle reste déformée par l'action des lobbies, dont les plus opiniâtres (nucléocrates, chasseurs, etc.) ne sont généralement pas nos amis.

Ceux des nôtres qui se trouvent commis à l'action institutionnelle (hauts fonctionnaires et membres

des exécutifs) tendent alors à s'enfermer dans une évaluation subjective du "possible" et du "souhaitable", traitant par le mépris la base qui "ne voit pas les contraintes" ou "ne fait pas son boulot" (de convaincre les masses de la justesse de choix des ministres). La base renvoie ce mépris d'un jugement lapidaire: "Trahison!", qui conduit certains à refuser, tout simplement, de se salir les mains dans les institutions.

Or c'est notre devoir absolu de rechercher, aussi tôt que possible, à peser sur les politiques publiques. Car la pollution ne nous attend pas, ni la déchirure sociale. Parce que nous savons que le temps perdu ne se rattrape jamais, nous avons le devoir d'être réformistes, mais encore faut-il porter la réforme à la racine des maux dont souffre la planète. Parti de luttes, de propositions et de gouvernement, nous sommes des réformistes radicaux.

Le rapport entre autonomie et alliances

Les Verts existent parce que l'écologie politique est irréductible aux autres "visions du monde" (on dit pompeusement "paradigmes"), c'est-à-dire aux faisceaux de valeurs et de conceptions liées entre elles sur ce qui est juste et bon, quant à la façon de produire, de consommer, de vivre ensemble. Ils se distinguent tant du paradigme étatiste et productiviste où communieraient gauche et droite dans les 30 premières années de l'après-guerre, que du paradigme libéral et tout aussi productiviste où elles baignent aujourd'hui. Cependant les Verts savent que la référence à la nécessité d'un débat démocratique, d'une régulation publique, et l'objectif de solidarité, les rapprochent de fait de la gauche des anciens paradigmes. "Gauche du XXI^e siècle", ils ont besoin d'alliances contractuelles pour mettre en œuvre des politiques publiques, et les trouvent

plutôt dans les anciennes gauches. Celles et ceux qui critiquaient les emplois jeunes, les décrets de la loi chasse, la loi sur l'eau, et même les lois Aubry sur le temps de travail, commencent à subir quelques piqûres de rappel: la droite et le PS, ce n'est pas la même chose!

Pourtant, laissé à lui-même, le PS est irrésistiblement attiré vers la vision du monde dominante, c'est-à-dire libérale et productiviste, qu'il incarne aujourd'hui l'UMP. Tout juste lui ajoute-t-il une touche compassionnelle de social: il est social-libéral, comme il fut social-étatiste. Refuser de s'allier avec lui, c'est laisser la droite gouverner directement, ce que nous avons refusé de faire après 95 et le plan Juppé. Mais s'allier avec le PS en renonçant à réorienter sa politique ou seulement marginalement, c'est courir le risque de glisser nous-mêmes vers la vision du monde dominante (au nom du "réalisme"), et donc accompagner finalement le PS vers une position où l'électoral aspirant au changement "ne voit plus la différence avec la droite"? et ne vote plus pour la gauche. C'est pourquoi nous avons refusé l'accord électoral insipide qui nous était proposé en décembre 2001. À ceux qui nous disaient "mais on ne change pas une politique qui gagne! il faut rester au pouvoir, donc rester avec le PS", nous avons répondu "mais justement cette politique mène à la défaite", et la suite nous a, hélas, donné raison. Mais notre communication, après les AG de la Plaine St Denis et Nantes, exprima trop pâlelement cette prise de distance pour nous épargner la désaffection qui frappa la gauche. En 1993, et de 98 à 2001, cette désaffection joua en notre faveur. À la présidentielle de 2002, beaucoup moins (la plus grande partie de l'électoralat de Taubira ou de Besancenot aurait dû voter pour nous). Aux législatives 2002, nous sommes revenus au-dessous des législatives 1993 !



Nous ne réorierterons notre société vers le développement soutenable qu'en alliance avec la gauche, or la gauche ne gagnera à nouveau que si elle se distingue du social-libéralisme, et cela ne sera possible que si les Verts apparaissent à nouveau comme un ferment de transformation de toute la gauche. Ce qui exige une plus grande affirmation de notre autonomie et pose avec toute sa force la question de la proportionnelle, seule façon de gagner avec la gauche sans s'y noyer? ou sans la faire perdre en lui prenant des voix.

La démocratie interne aux Verts

Maintenir un juste équilibre entre autonomie et alliances, comme entre mobilisations de terrain et travail dans les institutions, demande une sensibilité de tous les instants aux déséquilibres qui ne demandent qu'à s'accentuer. Ce n'est possible que si les Verts, engagés dans les situations sociales les plus diverses, savent s'écouter les uns les autres, tout en reconnaissant la spécificité de leurs situations (et donc de leurs contraintes) différentes. Cette écoute, cette unité dans la diversité exigent à la fois respect les uns vis-à-vis des autres et loyauté vis à vis des décisions communes. Lorsqu'un petit groupe s'arroke le droit de mépriser les décisions démocratiques, parce que "il sait mieux ce qui est bon pour l'avenir des Verts", qu'il s'imagine plus "compétent", plus "professionnel", l'équilibre dynamique ne peut plus être rétabli. Si ce groupe est précisément le plus engagé du côté des institutions, et des alliances qui permettent, croit-il, de s'y maintenir, alors c'en est fini et de l'autonomie et de la lutte pour la transformation sociale, et finalement la défaite est inévitable. Car nos sympathisants et notre électoralat ne voient plus "à quoi nous servons", n'espèrent plus de transformation sociale à partir d'une victoire de la gauche, ne nous voient plus comme alternative puisque nous faisons de la politique "pire que les autres".

Ce dernier point est particulièrement grave. On touche ici à la dimension éthique de l'engagement



ment écologique. Nos sympathisants, notre électoralat, nous aimait parce que nous n'étions pas "comme les autres", que nous mettions en avant l'honnêteté, le dévouement à la cause de la planète, le respect mutuel, le travail pour le bien commun. L'érosion de notre prestige moral à partir de l'été 2001 a largement contribué à notre échec électoral en 2002.

Ces trois problèmes (rapport aux institutions, autonomie contractuelle, démocratie interne) sont donc intimement liés. Il y aura certainement, à la prochaine AG, des Verts pour "réaffirmer l'autonomie des Verts et recoller aux mouvements sociaux", sans faire le bilan de nos manquements à la démocratie et à l'éthique, sans se soucier de refonder démocratiquement et moralement notre parti, préparant ainsi la prochaine volte-face de notre future direction.

Il y aura d'autres amis pour

appeler à reconstruire la démocratie chez les Verts en faisant fi des divergences d'orientation politiques, oubliant que la démocratie sert justement à définir une orientation politique correcte. Les Verts ne sont pas un but en soi, mais un instrument au service de la société, de la Planète, du développement soutenable, et la démocratie est le moyen d'accomplir notre tâche le mieux possible.

Seule une prise en compte simultanée de ces trois problèmes permettra de refonder les Verts, et donc de repartir du bon pied vers notre but.

III. Perspectives

Aux Verts revient une double mission historique: résister au libéralisme, reconstruire l'espoir. Ces deux tâches sont à mener de front, car la façon même dont on résiste est orientée par l'alternati-

ve que l'on propose, et en prépare la mise en œuvre.

D'abord, refonder nos luttes sur notre projet

Les échecs de 2002 trahissent un brouillage certain du "pourquoi nous nous battons", y compris dans notre propre tête. Polarisés par la gestion des politiques publiques, nous avons tendu à réduire notre spécificité à un plus grand souci des conséquences à long terme de nos choix. "Gouverner, c'est prévoir", disait déjà Mendès-France, mais l'écologie n'est pas qu'un mendésisme !

Nous nous battons pour un développement soutenable, c'est-à-dire "qui satisfasse les besoins de la génération présente, à commencer par ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations suivantes à satisfaire les leurs". On nous associe, avec raison, à la deuxième partie de la définition (le souci de l'avenir). On oublie (et, trop liés au PS, nous avons oublié) l'impératif de "commencer par les plus démunis". Séparer la question sociale de la question environnementale, telle serait la pire erreur pour des Verts, celle dont René Dumont a tout fait pour nous prémunir. Non seulement ce serait une trahison de nos valeurs de solidarité, mais tout simplement nous ne convaincrions pas nos contemporains. Accroître le prix du diesel n'est admissible que si nous savons expliquer aux ouvriers dé-sérisés qu'ils compromettent leur santé et celle de leur famille, et leur offrir une alternative.

Ce "souci du social" ne peut se limiter à une politique redistributive (la hausse des minima sociaux) qui souvent ne fait qu'aviver les tensions entre les "très pauvres" et les "un peu moins pauvres". C'est au cœur même de notre système de production et de consommation que l'écologie politique affirme l'unité du social et de l'environnemental. L'accident de Toulouse est la conséquence à la fois de la précarisation de l'entreprise AZF et d'un urbanisme qui entasse les plus démunis dans les zones rendues dangereuses. La lutte pour la légalisation du cannabis et la médicalisation des drogues dures n'est

pas un gadget pour bobos, mais une remise en cause de l'économie du crime "ici et là-bas" (en Colombie?).

Les Verts doivent être dans les années à venir les champions de la lutte sur les thèmes "comment on produit ? Qu'est-ce qu'on produit ? et pour qui ?" Non seulement dans les mobilisations d'usagers ou de riverains (autour de la question de l'eau, par exemple), mais aussi dans les syndicats de producteurs, ouvriers, employés ou paysans. Dans le service public comme dans le privé.

Et surtout, ils doivent être le ferment du développement du tiers secteur, c'est-à-dire du travail de la communauté pour la communauté, sous forme associative et coopérative. Car ce secteur de l'économie solidaire et communautaire est à la fois le lieu de la résistance au libéralisme et la préfiguration de la société alternative pour laquelle nous luttons.

Dans ces combats, nous nous appuierons surtout sur les mobilisations de terrain, mais nous ne manquons pas d'appuis institutionnels. Nous avons perdu le niveau national. Mais il nous reste des municipalités, des régions, l'Europe. Nous pouvons non seulement résister, mais déjà construire.

Un réseau d'alliés

Dans ce ressourcement, nous ne sommes pas seuls. Perfectionner nos objectifs de lutte et nos contre-propositions, c'est aussi une occasion de grandir avec toutes les femmes et les hommes qui partagent nos valeurs et qui, sur le terrain, sont le ferment de la transformation sociale. La relance des Etats-généraux de l'Ecologie Politique doit contribuer à construire autour de l'écologie politique le grand parti de l'espoir au XXI^e siècle. Un parti bien au-delà des Verts actuels.

Mais nous ne gagnerons pas qu'avec celles et ceux qui partagent déjà les valeurs de l'écologie politique ! À terme de 5 ans, nous devrons réinvestir toutes les institutions, pour hâter la mise en œuvre d'un développement soutenable. Nous devrons donc à nouveau nous poser la question du

"parti dominant de l'ancienne gauche": le PS. Il serait tentant de nous replier sur une variante moins ouvertement sectaire du refus des alliances nécessaires: "On verra quand on sera plus forts". Car si on attend, il risque d'être trop tard. D'un autre côté, nous avons pu mesurer les risques d'une alliance du faible au fort !

Pour rompre ce cercle vicieux, il n'y a qu'une solution: renouer des alliances intermédiaires avec des forces qui, dans les syndicats, les associations comme ATTAC, ou même à l'intérieur des partis de la vieille gauche, sont plus sensibles que le PS à nos propositions. De Taubira à Besancenot, c'est 20% de l'électorat qui recherche une "autre gauche" que celle que représente le PS. Cette autre gauche n'est pas forcément écologiste. Nous devons mener avec elle des partenariats dans la conscience et le respect de nos différences. Mais nous ne devons plus jamais nous retrouver dans un face à face avec le PS, fût-ce pour le plaisir douteux d'être adoubé par lui comme "la seconde force de la gauche".

Refonder la démocratie chez les Verts, c'est d'abord affaire de réforme morale (donc de pressions sociales des militants et adhérents sur leurs dirigeants). Il nous faut une direction qui écoute la base et la respecte. Or "la base" ne s'exprime pas comme ça. Il lui faut des médiations. C'est de la loyauté de ses membres plus que de la sophistication des statuts que dépend la qualité d'une direction. Montesquieu ne disait-il pas que "la vertu est le principe de la démocratie".?

En tout cas, d'un mouvement qui ambitionne de "sauver la planète", nos concitoyens sont en droit d'attendre une cohérence et une rectitude dans l'engagement dont nous ne pourrons plus jamais nous dispenser, si nous aspirons à un minimum de crédibilité.

* Contribution au débat "Quel avenir pour les verts?" (Journées d'été des Verts 2002 à Saint Jean de Monts)

Du vert à tous les étages.

par Paul Castella

(En organisant un "sommet de la terre" les gouvernants ont oublié qu'elle était ronde)

Depuis que les riches existent, ils remplissent leurs coffres et leurs greniers en tirant profit du travail des pauvres. Mais nulle malédiction n'impose aux hommes de vivre ainsi. Car depuis que l'homme existe, il a aussi cherché à imprimer sa marque sur sa propre destinée. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui commencent à prendre conscience qu'une partie de l'histoire humaine prend fin, histoire d'individus asservis à des conditions d'existence décidées par d'autres, et que, dans le même mouvement, une nouvelle histoire s'ébauche. S'étant aperçus de cette tendance, les gouvernants essaient de prendre les devants, en confisquant le débat. Mais ils arrivent trop tard. Leurs dernières innovations, notamment en matière d'écologie, méritent cependant qu'on affine les outils critiques. Mettre du vert à tous les étages ne change pas la fonction des immeubles qui abritent le pouvoir.

Dans l'économie marchande, non seulement le travail humain, mais la vie elle-même, sous toutes ses formes, devient une marchandise. A ce titre, l'écologie poli-

tique, faisant entrer l'environnement dans la sphère de la gestion capitaliste, se présente comme l'achèvement de l'économie politique. C'est le processus de « marchandisation » enfin parvenu à la fin de son histoire. A partir de là, tout ce qui vit peut être comptabilisé, traduit en équivalent-argent et échangé contre n'importe quoi (le fameux « permis de polluer » en est une parfaite illustration, qui a inventé une bourse des valeurs pour « l'équivalent-CO₂ », vendu au même titre que du café, du pétrole brut ou des actions Vivendi).

Ce qu'on appelle « économie de marché » est en fait un système au croisement de trois marchés :

- 1 - le marché des biens et services, échangés comme marchandises contre de la monnaie
- 2 - le marché financier, où circule la monnaie
- 3 - le marché de l'emploi, sur lequel s'achète et se vend le travail de ceux qui produisent les biens et les services.

Dans le système capitaliste, ainsi que son nom l'indique, c'est le capital, donc le marché finan-

cier, qui impose ses principes (sous forme de « lois du marché »), dont le premier est que l'argent placé doit rapporter de l'argent, transformé ou non par son détenteur en biens et services assurant son train de vie (certains riches préfèrent accumuler sans vivre richement).

Lorsqu'une personne, en achetant des actions, investit dans une entreprise, peu lui importe la nature de ce qu'on produit (des automobiles, des armes ou de la propagande), comment on le fait (par exemple les conditions de travail des employés) et avec quelles conséquences : le paramètre qui guide son achat est le bénéfice attendu (à court ou à moyen terme).

Dans cette logique, produire n'est pas une activité humaine, c'est-à-dire de gens libres et responsables qui savent ce qu'ils font, comment et pourquoi, mais une opération économique, chiffrable en termes de coûts, de rentabilité et de profit. Ceux qui travaillent directement à la production, les producteurs (ouvriers, techniciens, employés, petits cadres, etc.), ayant vendu leur potentiel de travail (force physique, adresse, compétence) comme une marchandise (sur le marché de l'emploi) ne sont pas concernés par la nature

de ce qu'ils produisent (des fusils, de l'électricité ou des camemberts), non plus que par les effets, collatéraux ou directs, positifs ou négatifs, de leur activité (morts à la guerre, pollutions, plaisir de la bouche). Les dirigeants de l'entreprise, agissant pour le compte du marché financier, non plus. Les actionnaires, pour qui la production n'est qu'un rapport d'activité publié annuellement, encore moins. De sorte que le capitalisme, libéral ou non, exploite la nature comme il exploite les gens : il en tire de la valeur, sans égard pour les conséquences de ses actions (en tant que capitalisme d'Etat hyperconcentré, le « communisme » fait de même). Ce n'est que dans la mesure où le coût des dégâts occasionnés affecte ses économies qu'il en tient compte. Car la recherche du profit n'aveugle pas les capitalistes au point de leur faire oublier que, sans terre vivante pour y planter leurs entreprises, il n'y aurait pas de profit.

Tandis que le paysan vit des surplus de la terre qu'il cultive et entretient (même s'il n'est pas propriétaire, auquel cas, c'est son travail qui est ponctionné par son maître), l'entreprise agricole capitaliste crée de l'enrichissement grâce à la nature dont elle exploite les richesses pour les transformer en profits financiers (c'est pour cela qu'on la subventionne : l'argent investi se retrouve sous forme d'argent en fin de parcours). La terre, les plantes, les animaux, ont pour le capitaliste agricole aussi peu d'existence que la personne des ouvriers pour l'industriel : ce ne sont que des paramètres dans la gestion qui permet d'engranger des bénéfices.

Non seulement le système capitaliste est fondamentalement incapable de régler les problèmes de pollution qu'il engendre, mais il tire son enrichissement des destructions qu'il opère. Le malheur des uns (paysans épuisés, ouvriers abrutis, animaux affaiblis, plantes desséchées) fait le bonheur des autres (une poignée de plus en plus réduite de profiteurs à l'échelle mondiale). La méthode selon laquelle s'organise ce processus constitue le fond de ce qu'on

appelle l'économie politique. Aucune autre sorte de distribution des ressources ne peut émerger d'un système dont les principes fondateurs sont la compétition et l'accaparement auto-légitimé des biens par une minorité.

Le concept de « développement durable » à la mode aujourd'hui chez les gouvernements (d'Etats, d'entreprise ou d'ONG), développé dans le cadre de l'éologie politique, est celui d'une bonne gestion du « capital nature ». Ainsi envisagée, la planète toute entière, jusqu'à sa stratosphère et sa ceinture d'ozone, devient une marchandise, sujette à marchandages entre détenteurs des titres de propriété. Les négociations internationales sur l'environnement préfigurent l'extension des accords commerciaux de l'OMC à tout le domaine de l'éologie politique.

La nouvelle politique « pour un développement durable » consiste à faire entrer dans les calculs de rentabilité économique tout ce qui concerne le vivant. De nouvelles entreprises font leur apparition, visant à planifier les effets de la production sur l'environnement à la façon dont les syndicats ont cogéré avec le patronat la résolution des conflits sociaux. Les mêmes responsables se retrouvent d'ailleurs dans ces deux branches de thérapeutique sociale à fins de sauvegarde du capitalisme.

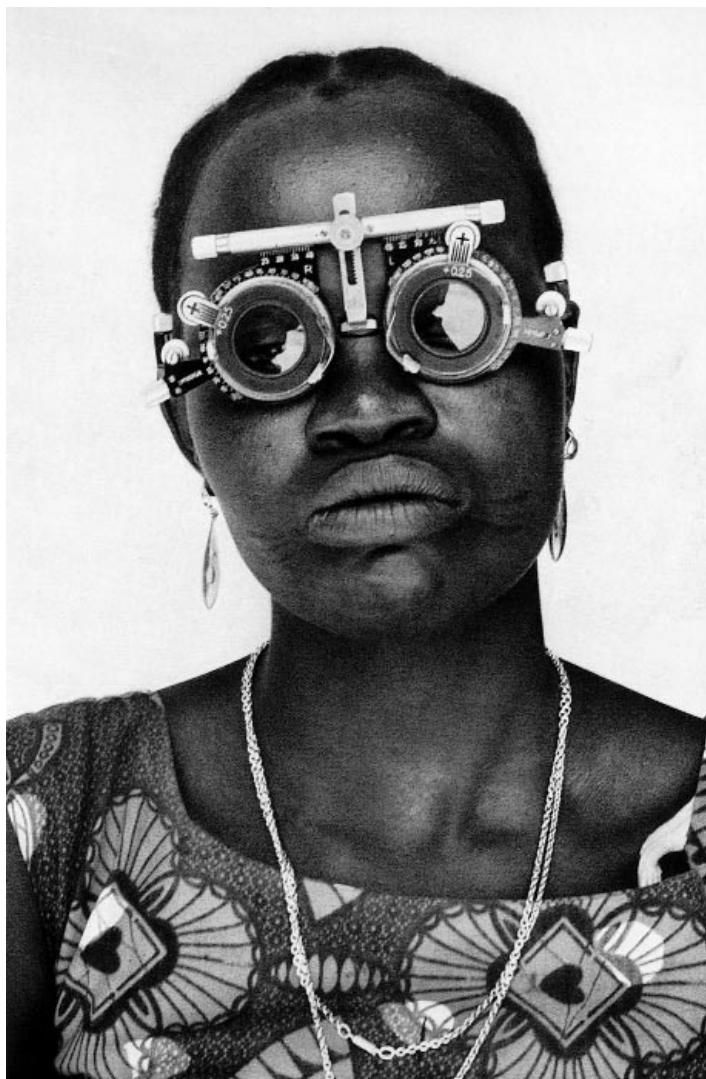
Cependant, la logique du profit qui fonde le marché financier, maître du jeu, rend impossible toute correction de la tendance à la destruction qui caractérise le capitalisme mondialisé : que l'un des acteurs se mèle de diminuer ses bénéfices pour des raisons écologiques, et ses concurrents s'empresseront de lui rognier ses parts de marché. Les effets nuisibles sont en effet le plus souvent à long terme, perspective politique rarement envisagée par les investisseurs. Tout au plus proposent-ils d'échelonner les dégâts, pour en diviser les coûts annuels.

Le capitalisme n'est pas écologique (le communisme non plus). Seule une approche unitaire de l'éologie, englobant les activités humaines dans l'ensemble des relations qui constituent le domaine du

vivant peut proposer une alternative à la destruction de la planète par l'économie. Il n'y a pas d'un coté les hommes et de l'autre la nature, mais l'homme est une part de la nature et c'est en tant que tel qu'il prend part à l'évolution de la biosphère. La nature est l'histoire de l'homme, et si on considère qu'elle est arrivée à sa fin, alors il est probable que la planète mourra. Je préfère penser que nous arrivons à la fin de l'histoire du capitalisme, contrairement aux dissensions d'un certain Alain Minc, pour qui tous les bouleversements récents ne seraient que l'écho d'un conflit entre l'austérité capitaliste (Max Weber) et la dynamique de la concurrence (Schumpeter).

La première étape de l'alternative à la destruction de la planète concerne la gestion des entreprises. Assurée en l'état actuel par des gouvernements (souvent autoritaires) à la solde des actionnaires, elle ne se soucie ni du bien produit, ni du mal induit. Un changement de perspective consisterait à confier la gestion des entreprises à une structure démocratiquement élue par les personnels considérés comme associés dans la production, sur des mandats précis et révocables par ses mandants (ce qui était le cas du P.D.G. par son conseil d'administration). Cette structure agirait dans le cadre d'une constitution démocratique, discutée et choisie par les producteurs associés. Quant aux actionnaires, ils pourraient être considérés comme des investisseurs responsables. La logique de gouvernance des entreprises, actuellement proposée par le capitalisme, libéral ou non, ne peut qu'aggraver les maux dont souffre la planète, en accentuant l'irresponsabilité (même « limitée ») tant des producteurs que des investisseurs. Ce n'est pas pour rien que, dans leurs opérations de propagande en faveur de la démocratie (réduite à la sphère politique de l'Etat), les tenants du capitalisme ne parlent jamais de démocratie dans les entreprises, qui sont pourtant les plus proches des institutions pour tous les citoyens.

Contrairement à ce qu'en ont dit certains révolutionnaires pro-



fessionnels, les prolétaires (en blouses bleues, blanches, en t-shirt ou en cravate), qui n'ont à vendre que leur potentiel de travail, ont beaucoup plus à perdre que leurs chaînes : leur vie, justement, qui compte pour eux bien plus que pour ceux qui placent leur identité dans le logo de leur capital. Cette vie qui, de partout, malgré les mises en carte, les mises en garde et les mises en demeure, échappe toujours par quelque côté aux planificateurs d'existences, jaillissant en rejets sauvageons parmi les cultures tirées au cordeau, cette vie qui glisse entre les doigts des manipulateurs du vivant sous forme de mutations imprévisibles, cette vie qui soud à travers l'exubérance sexuelle, le délire

amoureux, l'allégresse musicale, la tchatche fraternelle, loin des paramètres, des mesures et des calculs qui bourrent les projections des nouveaux bureaucrates de l'économie politique. Car le plus lamentable dans le capitalisme est que les accapareurs de la richesse ne savent même pas en jouir : ces tristes sires, comme les parrains de la mafia, enrichis, bouffis de suffisance, ne connaissent de la vie que la sinistre copie qu'il en ont faite à destination de leurs employés. Les prolétaires, qui n'ont que leur vie, en savent le prix en dehors des circuits de l'argent (qu'ils n'ont pas), et, très souvent, ils savent en profiter plus que tout autre, malgré les pires conditions de leur misère. C'est

pourquoi les riches occidentaux aiment tant passer leurs loisirs parmi les peuples du tiers-monde.

L'économie unitaire, vision globale des relations entre les êtres vivants (dont évidemment les hommes), est une perspective dans laquelle tous les êtres sont acteurs, et les hommes, en tant qu'êtres conscients, deviennent co-responsables de la planète. Cette approche, cela va de soi, ne peut donner forme à des partis politiques ou à des syndicats, dans le cadre démocratique restreint de la représentation parlementaire (qui est le champ de l'économie politique).

L'économie unitaire est une approche systémique du monde. Les modèles d'interaction qu'elle propose pour expliquer les phénomènes dépendent de la position de l'observateur, et aucune instance n'y est première. C'est dire que l'idée même d'un « sommet de la Terre » est à l'antipode de l'économie, les gouvernements n'étant en effet qu'un facteur minime dans l'économie humaine, sans doute peu opérant quant à la dynamique globale du changement.

Le monde n'a pas besoin de gouvernance (ni rouge, ni bleue, ni verte), principe autoritaire inventé par les accapareurs de la richesse et repris par les gestionnaires du capitalisme, mais plutôt de réseaux mondiaux de solidarité, d'information, de réflexion, de diffusion des savoirs (tant des savoir-faire que des savoir-vivre), permettant aux gens de s'auto-organiser ensemble de façon efficace, en fonction des buts qu'ils se sont eux-mêmes choisis (et non en fonction de directives d'organisations internationales). Alors, peut-être, ce que nous appelons « le monde » deviendra peu à peu la conscience vivante de l'humanité, unifiée et diversifiée en même temps.

Si telle est la fin de l'Histoire, alors en avant pour le commencement d'une autre. On y va ?....

Écologie sans Conscience n'est que Ruine de l'Âme

par Alain Lipietz

Les écologistes ont-ils besoin de conscience? C'est la question que je me pose chaque fois que j'écris un tract, une brochure, ou un livre traitant d'écologie politique. Je devrais pourtant ne pas me faire de souci. L'écologie est une science. La science montre que (les experts sont formels...) si ça continue, ça va très mal finir. L'effet de serre qui dérive. La couche d'ozone qui se déchire. L'eau douce qui se fait rare. Les déchets qui montent, qui montent. Donc...

Donc quoi? Suffit-il d'avoir "conscience" des problèmes pour agir "en son âme et conscience"? Rousseau donnait un autre sens au mot "conscience": "La conscience pour aimer le Bien, la raison pour le connaître, la liberté pour le choisir...". La liberté pour choisir, c'est l'affaire de la lutte politique. La raison pour connaître, c'est l'affaire de l'écologie scientifique. Mais entre les deux, il y a bien un problème de "conscience". Celle qui nous fait nous révolter d'un constat, qui nous pousse à l'action.

Certes. Mais action pour quoi? ou pour qui? Rousseau avait une idée naïve: le Bien. Un bien qui n'était rien que celui de son époque. Une "morale", vague laïcisation de l'héritage judéo-chrétien: "tu ne tueras point", etc. Notre temps a une toute autre idée du Bien: l'intérêt bien compris. Forme ultime d'ailleurs de l'ossification par Rousseau lui-même (et par Kant) des valeurs judéo-chrétiennes. "Tu ne tueras point", parce que tu violerais ainsi le contrat social qui te garantit que l'autre ne cherchera pas à tuer, à te voler et ainsi de suite. "Ne fais pas aux autres ce que tu n'aimerais pas qu'on te fasse", agis en sorte que ta maxime puisse être érigée en maxime universelle.

Mais voilà le hic, l'écologie

politique soulève des problèmes que ne régule aucun contrat social, aucun pacte fondateur entre libres individus. Tu ne tueras point qui? "Ton prochain" répondent les chrétiens. "Tes partenaires dans le contrat social" répondent les laïcs. Fort bien. Et quid des espèces sauvages? "La nature a été donnée à l'homme" répondent judéo-chrétiens et productivistes laïques. Et les générations humaines à venir? Alors là, ça diverge. "Après moi, le déluge" dira l'individualiste méthodologique fondant sa morale sur "l'intérêt bien compris".

Pas d'intérêts exprimés: pas de contrat social. Saint Paul est plus subtil: "Si les morts ne ressuscitent pas, buvons et mangeons car demain nous mourrons". Autrement dit: "Je puis être le prochain des autres générations à la condition qu'un jour nous ressuscitions tous ensemble. En ce jour du Jugement Dernier, je serais jugé pour n'avoir pas ménagé l'héritage des générations futures. Mais si l'âme individuelle n'est pas immortelle, alors je ne dois rien aux générations futures. Rassassons-nous à notre guise".

Alors, et ceux qui ne croient pas que l'âme soit immortelle? Ils peuvent toujours appliquer le principe de cohérence kantien: "ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse". Mais que m'ont fait les générations passées si ce n'est développer les forces productives? Or je tire mon confort du saccage passé de ce que eux ont trouvé comme nature. Je peux donc faire à mes autrui du futur, ce que m'ont fait ces autrui du passé. Buvons et mangeons...

Bref. La voie de l'immanence, de la cohérence logique, de l'agir communicationnel, ne m'engage à rien. La voie de la transcendance, du Dieu qui juge au Jour de Colère, pourrait me dire quelque chose (si ce Dieu

existe), mais remarquons bien que dans les Dix Commandements il n'y a rien concernant les autres espèces et les générations futures. Comme il n'y avait rien contre l'esclavage ou l'oppression des femmes d'ailleurs: il a fallu des millénaires de révoltes pour que certains autrui fassent valoir leur droit. Ces luttes, les "générations futures" ne les mèneront... que quand il sera trop tard, et les espèces sauvages les ont déjà perdues.

Pourtant nous sentons bien que, de la raison écologique à la politique écologique, manque une maille du type "Tu ne tueras point", un (ou des) principe transcendant mais qui se présente comme immanence. Un point de vue de l'intérêt général, mais alors un point de vue placé très haut, au-dessus des espèces, des genres et des siècles.

Tu ne feras point dériver l'effet de serre, parce que nous savons que la Vie, dont tu n'es qu'un atome, n'a pu se stabiliser qu'aux environs de la température actuelle, que les civilisations qui se sont développées n'ont pu le faire que dans la bande de fluctuation encore plus étroite du présent âge interglaciaire, parce que les hommes se sont répartis sur la Terre pour ces données-là de température, et qu'on ne peut chasser des milliards d'hommes devant les cyclones et les déserts sans provoquer de mortelles confrontations... Et pour ne point faire dériver l'effet de serre, abstiens-toi d'agir, ou agis avec mesure, avec retenue, avec respect...

Mais cette conscience-là, dit l'Occidental, c'est celle de l'Orient? Le Zen? L'Aoum? Oui et non. Le point de vue placé très haut, c'est celui du "Temps devenu vieux", c'est celui de Krishna dans le Mahabarata, certes. Mais ce même Krishna voit la guerre, l'autodestruction, comme un moment d'au-

torégulation du grand fleuve de la Vie. Agir et ne pas agir sont également sans importance. Le Tout triomphera par la statistique des grands nombres de nos errements individuels.

Et c'est là qu'un Orient mal ou trop bien assimilé tend un piège redoutable à la mauvaise conscience occidentale: au nom d'une "conscience supérieure", non pas dépasser les limites de la rationalité instrumentale, ou de la morale du "respect du prochain", mais au contraire régresser par rapport à l'exigence morale de responsabilité de l'homme-démiurge qui sait bien que chacun de ses actes pèse sur le destin de la totalité. Ce piège a aujourd'hui une figure: le mythe de Gaïa, la Terre comme Déesse immortelle persévérand dans son être en rendant fous ceux qui veulent la perdre.

A cet orientalisme déresponsabilisant, la conscience judéo-chrétienne, ou musulmane, la conscience monothéiste de la responsabilité individuelle, a su parfois opposer une autre ligne de fuite que l'éthique kantienne ou rousseauiste de non-contradiction et de contrat social: la dynamique d'élargissement de la conscience personnelle altruiste.

"Nous sommes tous responsables de tout et devant tous, et moi particulièrement": le mot de Dostoïevski est aujourd'hui repris par Levinas comme maxime fondatrice de "penser-à-l'autre". Le problème, encore une fois, c'est que le "Tout" et le "tous" a une bien plus grande ampleur pour un écologiste que pour Dostoïevski.

Fondre le "Tout" oriental et le "moi particulièrement" de Dostoïevski, c'est sans doute le Grand Véhicule d'une morale pour le XXI^e siècle. La penser, la partager, et mieux, la mettre en pratique, c'est une autre affaire!